

Art. 4. A l'article 8, § 1er du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 octobre 1995, il est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit :

« L'allocation de cabinet assimilée à un traitement, telle que visée aux alinéas précédents, peut être fixée dans la fourchette du traitement minimum et maximum de l'échelle attribuée, sans dépasser cependant le montant auquel a droit un fonctionnaire du même âge, du même grade et ayant une carrière optimale. Un traitement plus élevé ne peut être envisagé que dans des cas exceptionnels et moyennant l'autorisation préalable du Ministre-Président. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 juin 1995.

Art. 6. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,
Mme A. VAN ASBROECK

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 1014

2 MAI 1996. - Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de la Région wallonne
à l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées

[C - 27281]

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 73;

Vu le protocole n° 191 du Comité de Secteur XVI, établi le 7 février 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE 1er. - Règles relatives au transfert des membres du personnel

Section Ire. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Membres du personnel : les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail à l'exception des agents bénéficiaires d'un contrat de remplacement, transférés à la Région wallonne en application des articles 3, 7^o, et 6, § 1er, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

2° Ministres : le Ministre qui a l'administration dans ses attributions et le Ministre chargé de l'action sociale et de la santé;

3° Secrétaire général : le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne;

4° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

§ 2. Pour l'application du § 1er, les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail sont censés être titulaires du grade correspondant à l'emploi pour lequel chacun d'eux a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 3. Les membres du personnel sont transférés à l'Agence par arrêté du Gouvernement.

Section II. — Transfert volontaire

Art. 4. Les membres du personnel sont invités par ordre de service à faire savoir, par écrit, dans les dix jours ouvrables à dater du jour du dépôt du pli recommandé au domicile de l'agent, s'ils souhaitent être transférés à l'Agence, sur un des emplois énumérés dans l'ordre de service, conformément aux dispositions fixées à l'article 5.

Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception, ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le Secrétaire général transmet les demandes aux Ministres.

Art. 5. § 1er. Les membres du personnel qui ont émis le souhait d'être transférés à l'Agence sont répartis en deux groupes : un premier groupe reprenant les membres affectés à un emploi du service provisoire d'accueil du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou qui relèvent de ce service et un deuxième groupe reprenant les autres membres du personnel.

Les membres du premier groupe bénéficient de la priorité pour le transfert.

Dans chacun des groupes, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° les fonctionnaires;

2° les stagiaires;

3° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 3, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent définitif, comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit, et sans interruption volontaire, fait partie du personnel comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

§ 2. Après le classement effectué conformément au § 1er, les membres du personnel qui en ont exprimé le souhait sont transférés à l'Agence dans l'un des emplois du cadre énumérés dans l'ordre de service.

Section III. — Transfert d'office

Art. 6. Si après application de l'article 5, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel affectés à un emploi du service provisoire d'accueil du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou qui relèvent de ce service sont transférés d'office à l'Agence et affectés dans l'un des emplois énumérés dans l'ordre de service, en suivant l'ordre inverse de celui que détermine l'article 5, § 1er.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 7. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations, ni des transferts au sens des articles 23 à 26 et 36 à 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Art. 8. § 1er. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leurs anciennetés administratives et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice du § 2, ils conservent les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient auparavant. Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent à l'Agence.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel transféré est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire. S'il est à nouveau chargé au sein de l'Agence, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure.

§ 3. Les fonctionnaires transférés conservent l'évaluation qu'ils possédaient au moment du transfert.

L'évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

Si, à la date de son transfert, un membre du personnel a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie au sein de l'Agence.

§ 4. Les membres du personnel conservent à l'Agence les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé antérieurement à leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à l'Agence. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que le membre du personnel remplisse avant son transfert à l'Agence, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le § 4 est applicable à un lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1er.

CHAPITRE III. — *Procédure de permutation*

Art. 9. § 1er. Les fonctionnaires transférés d'office en exécution du présent arrêté peuvent demander à être à nouveau affectés au Ministère de la Région wallonne selon les modalités fixées par le Gouvernement wallon et publiées par voie d'avis au *Moniteur belge* dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Toutefois, à la demande de l'Agence, les Ministres peuvent décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à la demande du membre du personnel titulaire d'un grade de niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

La décision est prise pour une période de trois ans au plus à partir de la date du transfert d'office.

Dans les trente jours de la notification de la décision, le fonctionnaire peut exercer contre elle un recours devant une commission instituée par le Ministre de la Fonction publique.

La décision de la commission est sans appel.

La commission est composée de quatre membres dont un magistrat qui la préside, désignés par le Gouvernement wallon.

Le secrétariat et le suivi administratif sont assurés par la Division de la Fonction publique du Ministère de la Région wallonne.

§ 3. Le Ministre qui a l'administration dans ses attributions établit par grade la liste des demandes de nouvelles affectations, dans les services du Ministère de la Région wallonne, en tenant compte de l'ordre suivant :

1° les fonctionnaires;

2° les stagiaires.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien dans le grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué aux stagiaires.

Le Ministre qui a l'administration dans ses attributions assure la publication de la liste des demandes de nouvelles affectations au *Moniteur belge* dans un délai de trois mois.

§ 4. Pour satisfaire aux demandes de nouvelles affectations visées au § 3, le Gouvernement wallon lance, dans les trente jours de la publication au *Moniteur belge* de la liste des nouvelles demandes d'affectations précitées, un appel au sein du Ministère de la Région wallonne, sous forme d'une communication adressée aux membres du personnel les invitant à introduire une demande de permutation dans les trente jours par lettre recommandée adressée au Secrétaire général.

§ 5. Toutefois, le Ministre de la Fonction publique peut décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à la demande du membre du personnel titulaire d'un grade de niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Dans les trente jours de la notification de la décision, l'agent peut exercer contre elle, un recours devant la commission prévue au § 2.

La décision de la commission est sans appel.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique établit, dans les trente jours de la fin du délai d'introduction des demandes de permutation par grade la liste des demandes introduites conformément au paragraphe 4 en tenant compte des critères de classement établis au § 3.

§ 7. Il est donné suite aux demandes visées au § 3 par permutation avec les membres du personnel qui ont introduit une demande conformément au § 6.

§ 8. La permutation s'opère entre membres du personnel de même grade ou d'un grade équivalent.

La détermination des équivalences est fondée sur les critères visés à l'article 82, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.

L'équivalence de grade est déterminée par le Ministre de la Fonction publique.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a l'administration dans ses attributions et le Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 1014

2 MEI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Waalse Gewest overgeheveld worden naar het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen

[C - 27281]

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 73;

Gelet op het protocol nr. 191 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 7 februari 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Regels voor de overheveling van personeelsleden

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Personeelsleden : de ambtenaren, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, met uitzondering van de ambtenaren met een vervangingsovereenkomst, die naar het Waalse Gewest zijn overgeheveld overeenkomstig de artikelen 3, 7°, en 6, § 1, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Ministers : de Minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort en de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

3° Secretaris-generaal : de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° Agentschap : het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarvoor ze zich kandidaat gesteld hebben.

De bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden worden geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor ze aangeworven zijn of, indien er in de overeenkomst geen sprake is van deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is in welke hun bezoldiging vastgesteld is.

Art. 3. De personeelsleden worden bij besluit van de Regering naar het Agentschap overgeheveld.

Afdeling II. — Vrijwillige overheveling

Art. 4. De personeelsleden worden bij dienstorder verzocht binnen tien werkdagen na ontvangst van de aangetekende brief schriftelijk mee te delen of zij naar het Agentschap wensen te worden overgeheveld om er, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, één van de in de dienstorder opgesomde ambten uit te oefenen.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks aan de Secretaris-generaal die ontvangst ervan bericht, en bezorgen hun hiërarchische chef een afschrift van de aanvraag.

De Secretaris-generaal zendt de aanvraag door naar de Ministers.

Art. 5. § 1. De personeelsleden die naar het Agentschap wensen te worden overgeheveld, worden in twee groepen ingedeeld : een eerste groep met de personeelsleden die aangesteld zijn voor een betrekking bij de voorlopige onthaaldienst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of die onder deze dienst ressorteren en een tweede groep met de andere personeelsleden.

De leden van de eerste groep komen als eersten in aanmerking voor de overheveling.

In iedere groep worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

1° de ambtenaren;

2° de stagiairs;

3° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in alinea 3 bedoelde groepen worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit geldt niet voor een personeelslid dat niet vastbenoemd is.

De dienstanciënniteit van een personeelslid dat niet vastbenoemd is, stemt overeen met de periode waarin hij in welke hoedanigheid dan ook en zonder vrijwillige onderbreking als titularis van een voltijdse betrekking deel heeft uitgemaakt van het personeel.

§ 2. Na rangschikking zoals bepaald in § 1 worden de personeelsleden die het wensen naar het Agentschap overgeheveld om er één van de in de dienstorder vermelde ambten uit te oefenen.

Afdeling III. — Ambtshalve overheveling

Art. 6. Indien er, na toepassing van artikel 5, nog vacatures zijn, worden de personeelsleden die aangesteld zijn voor een betrekking bij de voorlopige onthaaldienst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of onder deze dienst ressorteren, ambtshalve naar het Agentschap overgeheveld en aangesteld voor één van de in de dienstorder opgesomde ambten, in de omgekeerde volgorde van die welke in artikel 5, § 1, is bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 7. De overhevelingen worden niet beschouwd als nieuwe benoemingen noch als overhevelingen in de zin van de artikelen 23 tot 26 en 36 tot 39 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Art. 8. § 1. De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en hun geldelijke anciënniteit. Onverminderd § 2 behouden zij de toelagen, de vergoedingen of premies en andere voordelen die ze vroeger genoten. Ze behouden de aan een functie verbonden voordelen slechts in zoverre de toekenningsvoorwaarden ervan binnen het Agentschap blijven gelden.

§ 2. Voor de overgehevelde personeelsleden die een hogere functie moeten uitoefenen, wordt bij de overheveling alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij vanaf de datum van hun overheveling dezelfde hogere functie als voorheen zonder onderbreking binnen het Agentschap blijven uitoefenen, worden zij geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De overgehevelde ambtenaren behouden de beoordeling die zij hadden op het moment van de overheveling. Die beoordeling blijft geldig totdat een nieuwe beoordeling wordt gegeven.

Indien een personeelslid op de datum van zijn overheveling een beroep tegen zijn beoordeling heeft ingesteld, dan wordt de procedure binnen het Agentschap voortgezet.

§ 4. De personeelsleden die vóór hun overheveling geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, behouden bij het Agentschap het recht op bevordering verworven door het slagen voor één van die examens.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen binnen het Agentschap te hebben afgelegd. Indien de notulen van de vergelijkende examens op dezelfde data zijn opgemaakt, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof ze aan hetzelfde examen hadden deelgenomen.

Indien de notulen van de vergelijkende examens op verschillende data zijn opgemaakt, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor de vergelijkende examens waarvan de notulen op de vroegste datum zijn opgemaakt.

§ 5. Voor zover het personeelslid, vóór zijn overheveling naar het Agentschap, voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden m.b.t. een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad dat op de datum van de overheveling is aangekondigd, behoudt hij het recht om eraan deel te nemen, zelfs als hij, krachtens dit besluit, tijdens het verloop van de examens het voorwerp is van een overheveling of een aanstelling.

De § 4 is van toepassing op een geslaagde voor een vergelijkend examen of een examen waarvan sprake in alinea 1.

HOOFDSTUK III. — *Omwisselingsprocedure*

Art. 9. § 1. De krachtens dit besluit ambtshalve overgehevelde ambtenaren kunnen vragen om opnieuw aangesteld te worden bij het Ministerie van het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten die binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit d.m.v. een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

§ 2. Op verzoek van het Agentschap kunnen de Ministers in het belang van de dienst echter beslissen geen gevolg te geven aan de aanvraag van een personeelslid met een graad van niveau 1 of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt vereist.

Deze beslissing blijft hoogstens drie jaar geldig vanaf de datum van de ambtshalve overheveling.

Binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing kan de ambtenaar er beroep tegen instellen bij een door de Minister van Ambtenarenzaken opgerichte commissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep ingesteld worden.

De commissie bestaat uit vier door de Waalse Regering benoemde leden onder wie een magistraat die de commissie voorziet.

Het secretariaat en de administratieve follow-up worden waargenomen door de Afdeling Ambtenarenzaken van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort, stelt per graad de lijst op van de aanvragen m.b.t. nieuwe aanwijzingen binnen de diensten van het Ministerie van het Waalse Gewest, met inachtneming van deze volgorde:

1° de ambtenaren;

2° de stagiairs.

In elk van beide bovenvermelde groepen worden de personeelsleden als volgt gerangschikt:

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit geldt niet voor stagiairs.

De Minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort, zorgt ervoor dat de lijst van de aanvragen m.b.t. de nieuwe aanstellingen binnen drie maanden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

§ 4. Om aan de in § 3 bedoelde aanvragen te voldoen, doet de Waalse Regering, binnen dertig dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* een oproep binnen het Ministerie van het Waalse Gewest. De oproep is een mededeling aan de personeelsleden waarbij ze verzocht worden binnen dertig dagen hun aanvraag om omwisseling bij aangetekende brief aan de Secretaris-generaal te zenden.

§ 5. De Minister van Ambtenarenzaken kan echter beslissen in het belang van de dienst geen gevolg te geven aan de aanvraag van een personeelslid met een graad van niveau 1 of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt vereist.

Binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing kan de ambtenaar er beroep tegen instellen bij de in § 2 bedoelde commissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen beroep worden ingesteld.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken stelt, binnen dertig dagen na indiening van de aanvragen om omwisseling, per graad de lijst op van de overeenkomstig § 4 ingediende aanvragen, met inachtneming van de verdelingscriteria waarvan sprake in § 3.

§ 7. Aan de in § 3 bedoelde aanvragen wordt gevolg gegeven door omwisseling met de personeelsleden die hun aanvraag overeenkomstig § 6 hebben ingediend.

§ 8. De omwisseling geschiedt onder personeelsleden met dezelfde of een gelijkwaardige graad.
De bepaling van de gelijkwaardigheid berust op de criteria die vermeld staan in artikel 82, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

De Minister van Ambtenarenzaken bepaalt de gelijkwaardigheid van graad.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort en de Minister van Sociale Actie en Gezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen: 2 mei 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 21134]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

Het beroep van nietigverklaring van de hierna vermelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangezekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Gemeenschappelijke Wetenschappelijke Raad voor de wetenschappelijke instellingen van de Staat Benoeming

Bij koninklijk besluit van 12 maart 1996 wordt de heer Paquet, Paul E.N.Gh., Directeur van de Koninklijke Sterrenwacht van België, met ingang van 15 maart 1996 voor een mandaat van twee jaren benoemd tot voorzitter van de Gemeenschappelijke Wetenschappelijke Raad voor de wetenschappelijke instellingen van de Staat die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden behoren.

Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie. — Benoemingen

(wervingen ingevolge de publicatie der vacatures
in het Belgisch Staatsblad van 17 november 1995)

Bij koninklijk besluit van 22 december 1995, dat uitwerking heeft op 1 februari 1996, wordt de heer Heynderickx, Daniël, houder van het diploma van licentiaat in de wetenschappen (groep natuurkunde), doctor in de wetenschappen, in vast verband benoemd in rang B van de wetenschappelijke loopbaan van het wetenschappelijk personeel in de graad van werkleider bij het Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie.

Bij koninklijk besluit van 22 december 1995, dat uitwerking heeft op 1 februari 1996, wordt de heer Gillotay, Didier, houder van het diploma van licentiaat in de wetenschappen (groep scheikunde), doctor in de wetenschappen, in vast verband benoemd in rang B van de wetenschappelijke loopbaan van het wetenschappelijk personeel in de graad van werkleider bij het Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie.

Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 16 februari 1996, dat uitwerking heeft op 28 februari 1996, wordt de heer Lippens, Carlos H.C.P., werkleider bij het Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie, benoemd tot hoofd van de afdeling 8 "Radio-elektriciteit" bij dezelfde instelling.

14

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 21134]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Le recours en annulation des actes suivants à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

Conseil scientifique commun aux établissements scientifiques de l'Etat Nomination

Par arrêté royal du 12 mars 1996, M. Paquet, Paul E.N.Gh., Directeur de l'Observatoire royal de Belgique, est nommé pour un mandat de deux ans à partir du 15 mars 1996 en qualité de président du Conseil scientifique commun aux établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre qui a les Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles dans ses attributions.

Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique. — Nominations

(recrutements suite à la publication des vacances d'emplois
au Moniteur belge du 17 novembre 1995)

Par arrêté royal du 22 décembre 1995 produisant ses effets au 1^{er} février 1996, M. Heynderickx, Daniël, porteur du diplôme de licencié en sciences (groupe des sciences physiques), docteur en sciences, est nommé définitivement au rang B de la carrière scientifique du personnel scientifique au grade de chef de travaux à l'Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique.

Par arrêté royal du 22 décembre 1995 produisant ses effets au 1^{er} février 1996, M. Gillotay, Didier, porteur du diplôme de licencié en sciences (groupe des sciences chimiques), docteur en sciences, est nommé définitivement au rang B de la carrière scientifique du personnel scientifique au grade de chef de travaux à l'Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique.

Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique. — Nomination

Par arrêté royal du 16 février 1996 produisant ses effets au 28 février 1996, M. Lippens, Carlos H.C.P., chef de travaux à l'Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique, est nommé chef de la section 8 "Radio-électricité" au même établissement.